

Initiative unitaire en Seine-Saint-Denis pour obtenir un plan d'urgence pour les services publics

19 juin 2018

**ASSEZ DE « PLAN BANLIEUE »
C'EST D'UN PLAN D'URGENCE
POUR LES
SERVICES PUBLICS
DE SEINE-SAINT-DENIS
QUE NOUS VOULONS**

Appel signé par : UD CGT 93, UD FSU 93, UD Solidaires 93, UL CGT Bobigny, UL SUD-Solidaires Saint-Denis, UL SUD-Solidaires Aubervilliers, UL CGT La Courneuve, CGT territoriaux Bobigny, CGT éducation 93, SUD éducation 93, SNUIPP Bobigny, CGT TEFP 93, SUD TAS 93, SUD Santé-Sociaux, SUD Protection Sociale, SUD CD 93, Solidaires ASSO IDF, LDH 93, RESF 93, FCPE 93, Collectif Auber en colère, Ministère des Bonnets d'Âne (Saint-Denis), Alliance citoyenne Aubervilliers, APEBER (Bobigny), CIMADE IDF, CEMEA IDF, Observatoire 93 de la Fraternité, Collectif du Livre Noir 93, La Coopérative des idées 93, APAJH La Courneuve, et d'autres à venir...

**RENDEZ-VOUS LE
19 JUIN À 18H
BOBIGNY - PARVIS
DE LA PRÉFECTURE**

**ASSEZ DE «PLAN BANLIEUE»
C'EST D'UN PLAN D'URGENCE
POUR LES
SERVICES PUBLICS
DE SEINE-SAINT-DENIS
QUE NOUS VOULONS**

Appel signé par : UD CGT 93, UD FSU 93, UD Solidaires 93, UL CGT Bobigny, UL SUD-Solidaires Saint-Denis, UL SUD-Solidaires Aubervilliers, UL CGT La Courneuve, CGT territoriaux Bobigny, CGT educ'action 93, SUD éducation 93, SNUIPP Bobigny, CGT TEPF 93, SUD TAS 93, SUD Santé-Sociaux, SUD Protection Sociale, SUD CD 93, Solidaires ASSO IDF, LDH 93, RESF 93, FCPE 93, Collectif Auber en colère, Ministère des Bonnets d'Âne (Saint-Denis), Alliance citoyenne Aubervilliers, APEBER (Bobigny), CIMADE IDF, CEMEA IDF, Observatoire 93 de la Fraternité, Collectif du Livre Noir 93, La Coopérative des idées 93, APAJH La Courneuve, et d'autres à venir...

RENDEZ-VOUS LE

19 JUIN À 18H

BOBIGNY - PARVIS

DE LA PRÉFECTURE

PAS DE «PLAN BANLIEUE», C'EST UN PLAN D'URGENCE POUR LES SERVICES PUBLICS DU 93 QUE NOUS VOULONS !

L'appel publié sur politis.fr :

Ce mardi 22 mai, le président Macron dévoilait d'énormes "mesures" pour les banlieues. Loin de nous satisfaire d'un nouvel effet de manche, nous revendiquons, pour notre part, un plan d'urgence pour les services publics dans la Seine-Saint-Denis. Nous n'avons pas attendu le rapport Borloo pour dresser un constat accablant sur la désertification des services publics en Seine-Saint-Denis. Depuis le livre blanc publié par de nombreuses organisations syndicales et associatives du département en 2012, la situation, pour les personnels comme pour les usagers, n'a fait que se dégrader.

Ce que l'on dénonce, c'est le fait que pour un habitant ou une habitante du 93, la vie est rendue plus difficile qu'ailleurs par la désertification des services publics. L'Etat dépense 50% moins pour un enfant de Seine-Saint-Denis, pour l'ensemble de sa scolarité, que pour un élève parisien. Les hôpitaux de Seine-Saint-Denis sont dans un état de délabrement insupportable, et à un niveau de saturation qui va encore être renforcé par les fusions et fermetures de site engagées, comme celle de l'hôpital Jean Verdier. Les collectivités, dont certaines sont déjà parmi les plus pauvres de France, sont encore davantage prises à la gorge par les baisses de dotations, et de moins en moins en mesure d'assurer les services élémentaires à la population. Pour l'ensemble des services publics de proximité, que ce soit la poste, la protection sociale, pôle emploi, les finances publiques, l'énergie, il suffit de voir les files d'attente pour mesurer le décalage entre les dotations et les besoins. A la sécurité sociale, pour ne prendre que cet exemple, là où il y avait 100 centres et points d'accueil en 2001, il n'y a plus aujourd'hui que 15 points d'accueil pour l'ensemble du département. Partout la dématérialisation supprime des emplois et rend impossible l'échange direct entre administrés et administrations avec des conséquences dramatiques pour les populations les plus fragiles ou maîtrisant mal le français ou l'écrit. Le filtrage "internet" pour l'accueil des étrangers en Préfecture organise un déni d'accès au droit. Toutes ces situations remettent en cause toujours davantage le principe d'égalité.

Nous, personnels des services publics, ne pouvons plus porter à bout de bras des missions que nous avons de moins en moins les moyens de réaliser dans le respect des usagers. Nous, habitantes et habitants du 93, avons droit à autre chose pour notre jeunesse que l'exclusion, le chômage, la précarité, les discriminations et les violences du quotidien. Notre dénominateur commun, ce sont les services publics, sur l'ensemble du département. Et nous entendons bien les défendre.

Nous appelons donc à un rassemblement festif et revendicatif le 19 juin à 18h sur le parvis de la préfecture de Bobigny.

Nous appelons les structures syndicales et collectifs d'usager-e-s à se joindre à cet appel et à participer à cette initiative.

Pour signer l'appel : 19juin.servicespublics93@gmail.com

Appel signé par : UD CGT 93, UD FSU 93, UD Solidaires 93, UL CGT Bobigny, UL SUD-Solidaires Saint-Denis, UL SUD-Solidaires Aubervilliers, UL CGT La Courneuve, CGT territoriaux Bobigny, CGT éducation 93, SUD éducation 93, SNUIPP Bobigny, CGT TEF 93, SUD TAS 93, SUD Santé-Sociaux, SUD Protection Sociale, SUD CD 93, Solidaires ASSO IDF, LDH 93, RESF 93, FCPE 93, Collectif Auber en colère, Ministère des Bonnets d'Âne (Saint-Denis), Alliance citoyenne Aubervilliers, APEBER (Bobigny), CIMADE IDF, CEMEA IDF, Observatoire 93 de la Fraternité, Collectif du Livre Noir 93, La Coopérative des idées 93, APAJH La Courneuve, et d'autres à venir...

- **Emplacement : ré-agir ensemble** > Mobilisations et actualités > Actualités >

- Adresse de cet article :

<https://solidaires.org/Initiative-unitaire-en-Seine-Saint-Denis-pour-obtenir-un-plan-d-urgence-pour>